CARREFOUR – CONFÉRENCE DÉBAT

PREAMBULE

Le 21 février 2024, à l'hôtel Radisson Blu, Brazzaville.

De 16h51 à 19h20.

Sous le thème : Transition énergétique et les mécanismes de financement.

Conférencier : Monsieur Serge EKUE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Sous le patronage de : Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA, Ministre des Hydrocarbures et Président d'honneur du think tank Carrefour.

Maîtresse de cérémonie : Madame Horgerie GUEMPIAUT.

Invités :

- Institutions ;
- Diplomates accrédités au Congo ;
- Organismes internationaux (voir liste) ;
- Universitaires ;
- Société civile ;
- Partenaires ;
- Chefs d'entreprises.

I. RESUME DES DISCOURS

La session a démarré par un mot de circonstance de **Madame Horgerie GUEMPIAUT,** Maîtresse de cérémonie qui a notamment présenté le think tank Carrefour, ses activités, réalisations et objectifs.

Après le mot de circonstance de la Maîtresse de cérémonie, il s'en est suivi du mot de bienvenue de **Monsieur Régis Mike M'VILA**, **Secrétaire Général de Carrefour** qui après avoir remercié les invités à l'évènement pour leur intérêt, a centré son discours sur la problématique du thème et les enjeux y relatifs notamment les investissements, les technologies et l'économie durables, ainsi que la nécessité d'accéder aux financements permettant ces investissements pour atteindre les perspectives qu'impliquent la transition énergétique pour un avenir meilleur et un monde durable.

Il a poursuivi son propos par la présentation du conférencier, **Monsieur Serge EKUE** ainsi que ses accomplissements notamment sur le sujet de la transition énergétique.

Il s'en est par la suite suivi le mot de circonstance de **Monsieur Gilles TCHAMBA**, **Directeur Général de l'Archer Capital Securities**, **sponsor officiel de l'évènement**, qui a présenté sa structure, notamment les accomplissements en termes de mobilisations, de ressources financières et a salué l'initiative de Carrefour dans le cadre du partage d'expertise.

Monsieur Jean Paterne MEGNE, Vice-Président de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, à la suite du discours précédent, pris la parole pour son mot de circonstance dont la substance a porté sur la disponibilité permanente de l'électricité pour les ménages, au bénéfice notamment des élèves et étudiants, sur les énergies alternatives au bois de chauffe pour la femme africaine et sur la mise en place de mécanismes de financement pour ce faire.

Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA, **Ministre des Hydrocarbures** et **Président d'honneur du think tank Carrefour**, au terme des précédents exposés, a pris la parole pour son allocution. Le Président d'honneur du think tank Carrefour, après avoir remercié les invités à la conférence débat ainsi que **Monsieur Serge EKUE** dont il a évoqué la carrière à l'international et au service du continent africain, s'est exprimé sur le rôle vital de la transition énergétique, sur la génération d'investissements innovants et stratégiquement ciblés et leur financement pour des énergies renouvelables et pour une transition énergétique qui bénéficieront à toutes les populations africaines et sortiront le continent de la pauvreté énergique. Il a également évoqué la nécessaire autonomie du continent dans la production et distribution d'énergie, tout en étant un partenaire de premier choix mais souverain, au niveau international dans le cadre de partenariats public-privé.

Monsieur Serge EKUE, dont la bibliographie a été présentée par la Maîtresse de cérémonie, a été invité à prendre la parole sur le thème de la conférence.

II. SYNTHESE DE L'EXPOSE

Modérateur : Monsieur Loïc MACKOSSO, Managing Partner ARIES Investissements.

Monsieur Serge EKUE a abordé le sujet en développant les points suivants :

- L'importance de la transition énergétique pour l'Afrique au regard des nombreux défis et des ressources limitées du Continent et dans le contexte mondial actuel.

- La dimension sociale et géopolitique majeure de la question énergétique et le rôle vital que les institutions financières comme la BDEAC et la BOAD doivent jouer dans la promotion, le soutien et l'accélération de cette transition énergétique sur le continent africain.

- La situation d'urgence humanitaire du fait du nombre d'Africains qui n'ont pas l'accès à l'électricité, 600 millions, privation qui limite l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, à des moyens de subsistances durables et qui entravent le progrès et le plein épanouissement des individus et des communautés, aggravent la pauvreté et creusent les

inégalités par rapport au reste du monde, car l'énergie, plus qu'une commodité, est un moteur du développement économique, social et humain.

- La création impérieuse et morale des conditions nécessaires à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable numéro 7, qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

- Les actions à mettre en œuvre pour respecter l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius par l'installation estimé d'une moyenne de 1 000 gigawatts d'énergie renouvelable supplémentaire dans le monde chaque année jusqu'en 2030, nécessitant ainsi une mobilisation sans précédent de ressources, de compétences et d'engagements politique.

- L'Afrique devra s'organiser pour tirer parti des innombrables et précieuses ressources dont elle regorge, prendre en main sa destinée énergétique et s'orienter vers des énergies vertes et durables plutôt que compter uniquement sur l'aide internationale qui, malgré l'engagement des pays développés lors de la COP15 en 2009 à Copenhague à financer des projets de transition énergétique et d'atténuation du changement climatique, n'est toujours pas effective.

- L'approche intégrée et équilibrée, tenant compte à la fois des impératifs de développement économique et des impératifs environnementaux par un processus évolutif et adaptatif plutôt que rigide et unilatéral, offrant aux pays africains une gamme d'options pour exploiter judicieusement leurs potentiels en hydrocarbures et en énergies renouvelables et un concept de transition énergétique adapté aux réalités africaines et aux besoins des populations en pleine explosion démographique, par une approche holistique, prenant en compte les dimensions sociale, économique, environnementale et géopolitique.

- La démarche en vue d'une transition énergétique adaptée à la faveur du dialogue, de toutes les contributions constructives et respectueuses du droit des populations à des conditions de vie améliorées.

- Le devoir moral et la responsabilité collective de veiller à ce que la transition énergétique en Afrique se fasse de manière juste, équitable, responsable, respectueuse de l'environnement et des communautés.

Au terme de son exposé, le Conférencier a approfondi son discours sur le thème de la transition énergique autour des points suivants abordés par le modérateur :

- Les enjeux, les défis et les opportunités de la transition énergétique en Afrique.

- La stratégie de la BOAD pour soutenir la transition énergétique en Afrique de l'Ouest.

- Les initiatives mises en place par la BOAD pour promouvoir l'énergie durable.

- Les instruments financiers permettant de répondre aux besoins relatifs à la transition énergétique.

- La décision stratégique derrière l'émission des obligations vertes et leur accueil par le marché.

- L'allocation des fonds levés grâce à cette émission et les projets financés.

- Les prochaines étapes pour la BOAD en matière de financement de la transition énergétique.

POST PROPOS

Au terme des échanges, de la séance de questions/réponses, de la synthèse du modérateur et le programme étant épuisé, **Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA**, Ministre des Hydrocarbures et Président d'honneur du think tank Carrefour a pris la parole pour son discours de clôture, discours dont on peut retenir :

- l'exploitation des seules énergies renouvelables, en considération des chiffres y relatifs, n'est pas suffisante pour couvrir les besoins en énergie sur le continent ;

- la nécessité de développer les énergies vertes, d'une part, simultanément avec les énergies fossiles, d'autre part, ;

- la transition énergétique devra avoir pour socle porteur le gaz ;

- la libéralisation et la libération des énergies devra s'opérer par la transmission aux entreprises privées du secteur énergique du Congo, notamment pour ses aspects industriels et commerciaux, car elles ont les moyens et compétences de développer le secteur.